

## Pour des luttes et un mouvement syndical à la hauteur !

Sarkozy fait ce à quoi il s'était engagé. Avec ses ministres, et souvent à leur place, « boosté » par l'idéologie et des conseillers d'une droite extrême, il mène la charge avec la cohérence d'un projet profondément réactionnaire et revanchard. Il programme méthodiquement et cherche à rendre irréversible, le démontage des acquis des luttes des travailleurs, le droit du travail, le droit de grève, la protection sociale et les services publics, à commencer par l'Education... Pourtant Complètement discrédité et rencontrant des résistances dans de nombreux secteurs, ce pouvoir se donne les moyens de passer en force : il verrouille les médias, développe une idéologie sécuritaire et guerrière, avec la traque des jeunes et des sans papiers et l'intervention en Afghanistan , réprime et fiche les militantEs et les structures qui prétendent lui résister, et s'emploie à casser le mouvement syndical à coup de « dialogue social ».

En face les directions des syndicats les plus représentatifs donnent le spectacle affligeant de leur incapacité à structurer des réponses unitaires à la hauteur de l'offensive du pouvoir et se laissent enfermer dans le « dialogue social » façon Sarkozy

Ces directions ont alterné des appels quasi mensuels à des grève de 24 h, tantôt fonction publique, tantôt éducation nationale, voire second degré, dans la plus grande incohérence et en ne tenant aucun compte du développement des luttes unitaires, à l'automne avec les étudiants et les cheminots, au printemps avec les lycéens.

Malgré cela, dans l'éducation, notamment, les AG d'établissements et départementales, des coordination soutenues par des intersyndicales CNT , SUD, CGT... ont impulsé et structuré la mobilisation des personnels, des lycéens, des parents, contre les 11 200 suppressions de postes, la casse du service publiques et des statuts . Elles ont demandé aux directions syndicales d'offrir des perspectives de centralisation nationales à ces luttes , en cessant de participer à des réunions de « concertation » chargées en fait d'entériner les attaques du Pouvoir. Au plus fort de la mobilisation, ces directions ont délibérément choisi, et certaines au mépris de leur règles démocratiques, de signer des textes qui contraignent le cadre de leur activité revendicative, les divisent profondément entre elles et les condamnent toutes à terme : Sur le « dialogue social » d'abord, avec, dans le privé, la « position commune » signé par les confédération CFDT et CGT et avec, dans la fonction publique, « le protocole sur le dialogue social » signé par la FSU, la CFDT, la CGT, Solidaires... ; sur la réforme des lycées ensuite, avec les « 16 points de convergence » signés par la plupart des syndicats du second degré, à l'exception de Sud, de FO et de la CNT. A peine signés, ces protocoles ont été utilisés par le gouvernement pour en finir avec la réglementation du temps de travail, et pour annoncer une réforme du lycée, présentée comme « consensuelle », qui est en fait une remise en cause totale de l'enseignement de second cycle, du bac et du statut de 1950.

Non seulement ces choix n'ont pas permis à la mobilisation de faire reculer le pouvoir, mais en plus, ils ont aggravé la division syndicale et facilité les mauvais coup de l'été qui parachèvent l'offensive contre le service public et les statuts : annonce des 13 500 suppressions de postes, promulgation le 3 et le 21 août des lois instituant, dans le premier degré, moins d'enseignement pour des programmes plus lourds (et plus contestés) et des limitations au droit de grève, dynamitage de la formation des enseignants et des IUFM... Pour autant, à voir les propositions d'action pour cette rentrée (une grève de 24 h fourre tout, le 7 octobre, précédée de journées d'action sectorielles, sans appel à la grève comme le 11 septembre), les directions syndicales ne changent pas cette stratégie qui perd, tétanisées par la perspective des élections professionnelles et prud'homme de décembre prochain. Alors que tout pousse au refus de cette rentrée et que les conditions objectives très difficiles vont sûrement entraîner la multiplication des luttes locales, celles-ci risquent de rester isolées, alors que les grèves de rentrée on s'en aperçoit, au risque de contredire Sarkozy.

Il revient donc aux structures démocratiques de lutte d'impulser la mobilisation avec les syndicats qui ont déjà fait savoir qu'ils refuseraient cette rentrée :

- **les AG dans les établissements doivent imposer de pouvoir se réunir dès la prérentrée pour élaborer leurs revendications, leurs propositions d'actions, en en informer les autres établissements ;**
- **les AG départementales interétablissements, doivent se donner les moyens de faire converger ces mandats sur l'action : l'AG IdF, se réunit le 1<sup>er</sup> septembre à 18 h à la bourse du travail de Paris.**

*Texte proposé à la discussion de la réunion du 8 juillet et adapté en fonction des premières informations sur les décisions syndicales*